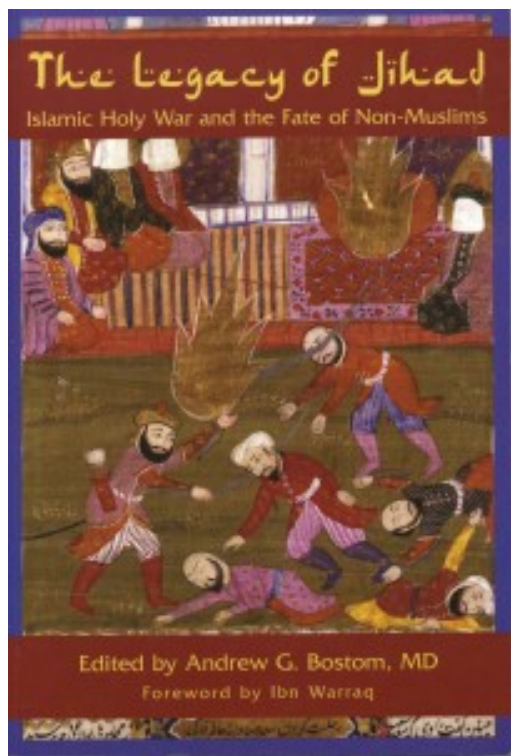


# Le CFCM roule pour le califat islamique



L'héritage du jihad (Prometheus books)

(Le Prophète, Ali et les compagnons,

au massacre des prisonniers de la tribu juive de Bani Kurayza)

Dans un article publié par [Riposte Laïque](#) le 25 juin 2014, nous avons dénoncé le double langage proféré par le CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) qui venait de publier sa « [Convention citoyenne des musulmans de France pour le vivre-ensemble](#) » (1). Nous nous étions élevés contre la duplicité de ce texte, dicté par des actes criminels impliquant des musulmans fanatiques sur le sol européen (Mérah en France, Nemmouche en Belgique) et par l'émergence du phénomène du jihadisme. Il est évident que ces actes et le jihadisme impliquent l'islam dans le recrutement des jihadistes autant que dans la pratique du jihad en Irak et en Syrie. Cette convention n'avait pour but que de disculper l'islam, de

l'exonérer de tout lien avec le radicalisme, l'extrémisme et la violence ... Le mot jihad n'y était pas affiché, il était en filigrane. Cette convention « jetait de la cendre aux yeux » comme disent les arabes, pour occulter cette responsabilité de l'islam face à l'Occident en général et à la France en particulier. Cette prise de position du CFCM fait partie d'une campagne mondiale qui clame que « l'islam n'est pour rien dans le jihad », que « le jihad ternit l'image de l'islam », que les égorgements, les décapitations, ce n'est pas l'islam, etc. ... Or un rapport de la [Vision Humanity Foundation](#) constate que 82 % des morts par terrorisme dans le monde sont survenus dans cinq pays musulmans : l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, le Nigéria et la Syrie.

Compte tenu des actes de barbarie auxquels nous assistons actuellement, nous revenons sur l'article 8 de la convention du CFCM pour démontrer le lien indéfectible de ce Conseil et de l'islam avec le califat islamique.

Cet apparent désir du « vivre-ensemble », qui ne s'adressait pas d'ailleurs à la communauté musulmane, n'a eu aucun retentissement dans cette communauté : le flux des jihadistes n'a pas tari depuis juin 2014 et a même augmenté. On compte, officiellement près de 1.200 jihadistes « français » (2), chiffre qu'il faudrait multiplier par 2, 3 ou même 4 comme l'ont fait les Britanniques qui, partis de 500 jihadistes en [comptent à ce jour 2.000](#). Par contre, les médias ont fait leurs choux gras de la convention sans prendre la peine d'analyser le texte et ses mots. On a assisté à un satisfecit béat, du genre : « Ah, c'est bien ! L'islam en France condamne le jihad et le terrorisme ». C'est à se demander s'ils n'ont pas lu que le titre. Nos médias ne font pas un travail de réflexion et démissionnent devant la problématique de l'islam.

Nous centrons donc cet article sur **l'Article 8 de la convention**. Alors qu'il veut célébrer la citoyenneté des musulmans, le CFCM prend comme références, pour « réformer et

*revivifier* » l'islam en France, des auteurs musulmans du 12<sup>e</sup> siècle (al-Ghazâli) et du 19<sup>e</sup> siècle (al-Afghani et 'Abdo) qui prêchent pour le retour aux sources de l'islam. Mais ce qui est le plus choquant dans la démarche du CFCM, et criminel selon le droit français, c'est d'écrire aussi qu'il faut suivre l'exemple de Rashîd Rida (1865-1935) et de Mohammad Iqbal (1877-1938) et appliquer leurs enseignements sur le sol de France. Qui sont ces maîtres à penser, ces idéologues chéris du CFCM ?



Le cheikh Rashîd Rida

### **Quelle est la pensée de Rashîd Rida ?**

Rida, né en Syrie, émigra en Égypte. En 1898, il fonda la revue *al-Manâr* (*Le phare*, 160.000 pages), destinée à la promotion de l'islam universel. Il prône le retour au « droit chemin », à la voie suivie par les pieux aïeuls (*al-salaf al-sâleh*). Il est l'inspireur du salafisme et marche dans les pas des plus radicaux des « savants » de l'islam, Ibn Taymiyya (1263-1328), Ibn Hanbal (780-855) et même Mohammad Ibn 'Abd al-Wahab (1703-1792), le père du wahhabisme. Rashîd Rida fut l'inspireur et le maître à penser de Hassan al-Banna qui fonda les Frères Musulmans en 1928 en Égypte.

Il faut savoir que [Rashîd Rida](#) récuse toute séparation entre spirituel et temporel. Il est le chantre du califat : « *L'islam est fondé sur les autorités spirituelle et temporelle [...], le calife est le chef des musulmans, le responsable de leurs intérêts religieux et temporels. Tout gouvernement qui*

*s'écarter de l'obédience à la charia dévie du droit chemin de l'islam. Prôner la séparation du gouvernement de l'État et de la religion ... c'est dire la nécessité d'effacer l'autorité musulmane de l'univers et d'éradiquer la charia de l'existence et soumettre les musulmans à ceux qui ne sont pas sur la même voie religieuse qui sont appelés les débauchés, les injustes, les mécréants. Car le cher Coran est le fondement de la religion, il sonne constamment dans leurs oreilles [des musulmans] et les appelle du fond de leur cœur dans une langue arabe parfaite :*

*Ceux qui ne gouvernent pas par les lois révélées par Allah, ce sont les mécréants.*

*Ceux qui ne gouvernent pas par les lois révélées par Allah, ce sont les injustes.*

*Ceux qui ne gouvernent pas par les lois révélées par Allah, ce sont les débauchés ».*

Rashîd Rida récuse toute législation émanant du peuple, fondement de la démocratie occidentale. Il prône l'application de la charia : « *Les lois sont divines, absolues, indiscutables et pérennes* ». La « *démocratie n'est qu'un tribunal du peuple* ».

Rashîd Rida a mené un [combat féroce contre la laïcité](#) en Égypte. Il considérait ses promoteurs comme des « *occidentalisés et missionnaires qui ont semé la graine pour promouvoir la pensée laïque en terre de la oumma musulmane* ». Dans un article élogieux sur Rida, Mohammad 'Amara (1937 -) fustige « *l'Europe colonialiste [de la fin du 19<sup>e</sup> siècle], représentée par une France à la laïcité féroce et à l'esprit de croisade contre l'islam dans ses colonies musulmanes* ».

Rashîd Rida fut le premier dans le monde islamique à s'opposer à la séparation de la religion et de l'État, à s'opposer aux appels des laïques qualifiés comme les plus dangereux appels à

l'occidentalisation de la oumma musulmane. Rida insiste : réclamer la laïcité ne peut émaner d'un musulman. La laïcité est donc en contradiction absolue avec l'islam. Le CFCM ne peut donc admettre la laïcité française.

### **Quelle est la pensée de Mohammad Iqbal ?**

Né dans la péninsule indienne, Mohammad Iqbal, poète, est un idéologue de l'islam. Il a suivi l'école de Mawdudi (1903-1979), Pakistanais fondamentaliste, fondateur de la Jama'at e islami (le Groupe islamique), sur le modèle idéologique des Frères Musulmans. Il prônait l'application de la charia et le jihad pour arriver à ses fins.

Iqbal publia *Reconstruire la pensée religieuse de l'islam*. On peut constater que ses idées sont très proches de celles de Rida : « *L'idéal religieux ne peut être séparé de l'ordre social* », « *La construction d'une république [...] laïque, si cela implique la disparition du principe islamique de solidarité, est inconcevable pour un musulman* »,

Selon V.S. Naipaul (1932 -), Iqbal a déclaré : « *Les musulmans ne peuvent vivre qu'avec des musulmans* ».

### **Qu'attendent nos politiques ?**

Dans la convention du CFCM, la référence à Rashîd Rida et à Mohammad Iqbal est grave et sa signification est majeure. En se référant à Rashîd Rida et à Mohammad Iqbal, le CFCM incite les musulmans en France à se révolter contre l'État laïque, contre sa Constitution et contre ses institutions. C'est un comportement factieux qui doit tomber sous [le coup de la loi](#) (Code pénal, art. 412-2, livre IV : Des crimes et délits contre la nation, l'État et la paix publique/ Des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation). Qu'attendent donc les politiques pour mettre de telles organisations hors d'état de nuire puisque nuire à la France est, en fait, leur objectif premier ?

## Conclusion

Le 15 novembre 2014, par une décision du Conseil des ministres des [Émirats Arabes Unis](#) (E.A.U) 83 organisations dans le monde ont été déclarées et inscrites sur la liste des organisations terroristes, parmi lesquelles l'UOIF (Union des Organisations Islamiques en France), enseigne des Frères musulmans, et membre incontournable du CFCM. On note aussi dans cette liste l'Organisation Internationale des Oulémas, chapeauté par al-Qaradawi, les Frères Musulmans en Europe etc. ...

Comment notre gouvernement peut-il tolérer un CFCM dont des membres sont déclarés terroristes par leur appartenance à l'organisation terroriste des Frères Musulmans (الجماعة المحظورة), interdite en Égypte, en Syrie, en Arabie Saoudite, aux E.A.U., bientôt au Qatar, peut-être même en Turquie et en Jordanie ?

Comment notre gouvernement peut-il fermer les yeux sur ce CFCM qui prône le califat par son obédience au courant de ses idéologues Rashîd Rida et Mohammad Iqbal ?

Comment notre gouvernement peut-il laisser le CFCM comploter contre notre laïcité, contre notre constitution, contre nos lois, puisque ses penseurs, Rashîd Rida et Mohammad Iqbal, considèrent, à juste titre, que la laïcité ne peut cohabiter avec l'islam ?

Réclamons la dissolution du CFCM et de ses tentacules, représentés par les CRCM (Conseils Régionaux du Culte Musulman), de l'UOIF (autant dire les Frères Musulmans) et ses nébuleuses, du mouvement salafo/wahhabite dont Rashîd Rida est le principal idéologue. Réclamons le contrôle de toutes les mosquées de France, la fermeture des mosquées des salafistes et des Frères Musulmans qui sont les pépinières de la radicalisation et les recruteurs directs ou indirects du jihad mondial entrepris par les saigneurs de guerre du 21<sup>e</sup> siècle.

## Bernard Dick

(1) N'êtes-vous pas étonnés et choqués comme moi de constater que le lien de la *Convention citoyenne des musulmans de France pour le vivre-ensemble* vous mène directement sur le site du Gouvernement français et du Premier ministre ?

(2) *Valeurs actuelles*, N° 4070, 27/11/2014, p. 34

Au 27/11/2014

Nombre d'attaques terroristes islamiques mortelles :

